



REVUE DE PRESSE

Vendredi 23 novembre 2018



Les seniors de plus en plus nombreux en France



Nombre de seniors* en France :
En millions



Leur pourcentage
au sein de
la population



Taux d'emploi des seniors



3%



1,1%

70%

des seniors
en emploi
cumulent

emploi et retraite



13,1 millions
de seniors



6 sur 10 sont des femmes



4 sur 10 sont des hommes



6% des seniors
vivent en institution



4% des seniors de 80 ans

23% des seniors de 90 ans

52% des seniors de 100 ans

Source : Insee. * Seniors = population âgée de 65 ans ou plus

INFOGRAPHIE CL

■ La carte de l'échec scolaire, en Charente comme ailleurs, coïncide avec celle de la précarité ■ Un rapport récent lie aussi le risque d'échec à certains mécanismes de l'Éducation nationale ■ Décryptage.

Échec scolaire: les plus fragiles en première ligne

Il n'y a pas une recette miracle, mais il faut un ensemble de mesures pour que la situation s'améliore.

Myriam HASSOUN
m.hassoun@charenteinfo.fr

Tous les territoires ne sont pas égaux face à l'échec scolaire. C'est l'une des conclusions d'un rapport, publié fin octobre par le Conseil national d'évaluation du système scolaire (Cnesco) (1). Affectation des jeunes professeurs, moyens budgétaires alloués et surtout précarité socio-économique... le rapport, qui dresse une carte de France des risques d'échec, est national. Et la Charente n'est pas une exception, notamment en milieu rural. Patrice Caro, de l'université de Caen, qui a dirigé l'étude, pointe aussi un «paradoxe» charentais: un taux d'encadrement des élèves en collège supérieur à la moyenne nationale et des risques sociaux moins élevés que dans d'autres académies aux populations très précaires, mais un fort taux de jeunes non diplômés. Avec de réelles difficultés aussi, comme l'éloignement en milieu rural de possibilités d'orientation.

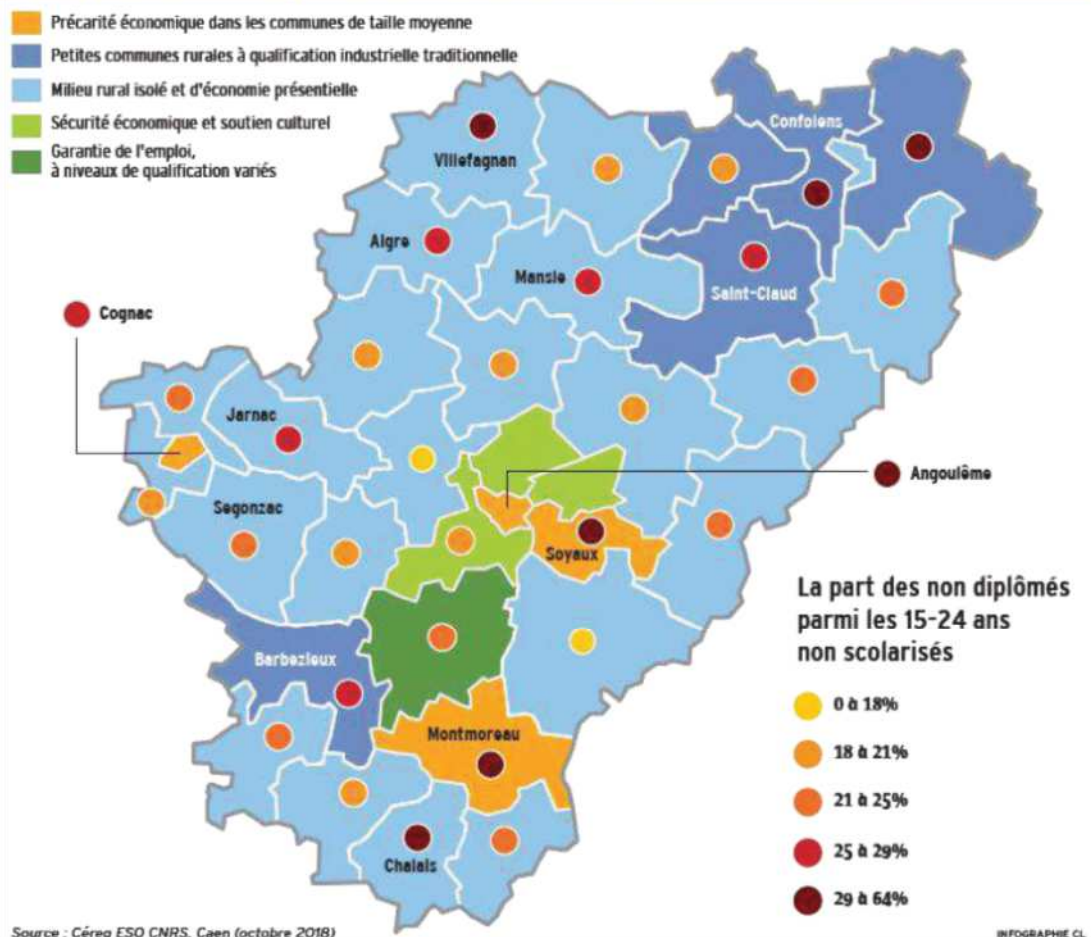
Au sein de l'académie de Poitiers, qu'avez-vous pu constater?

Patrice Caro. Les deux Charentes ont dans leurs périphéries, au sud et en remontant du côté de la Vienne et du côté des Deux-Sèvres, une concentration de jeunes sans diplôme. On y constate des taux élevés, plus que la moyenne nationale. Alors même que les risques théoriques, extérieurs à l'école, sont plutôt faibles comparés à d'autres académies comme Créteil ou Amiens. Et pourtant, on a toutes ces frontières entre les Charentes et les autres départements du nord qui sont concernées. On a le même phénomène du côté de Chalais dans la partie sud.

Quelles peuvent en être les causes?

Une des premières hypothèses que l'on peut émettre, c'est le travail mis en place face à l'échec scolaire. Autre type d'hypothèse: on peut faire face à des problèmes d'orientations d'élèves de collèges vers des filières qu'ils ne souhaitent pas. Et ils vont décrocher. Voilà deux pistes à approfondir. Cela peut coïncider avec

Les zones à risques d'échec scolaire en Charente



la carte de l'éloignement des lycées. Au sud des Charentes, on trouve pas mal de zones qui sont loin du lycée professionnel. Cela peut jouer.

Quelles sont les autres particularités que vous avez repérées sur notre territoire?

Une autre particularité, c'est qu'il y a un taux d'enseignants non titulaires en collège et en lycée qui est plutôt

élevé sur la limite nord du département. Ce que l'on constate aussi, c'est que si dans les Deux-Sèvres et dans la Vienne le taux d'enseignants pour 100 élèves dans les collèges (publics et privés) est plus faible que la moyenne nationale, les Charentes en revanche sont bien dotées. Ce qui est contradictoire, car vous êtes au-dessus de la moyenne pour le taux d'encadrement (autour de 7 ensei-

gnants pour 100 élèves dans les deux Charentes), mais c'est là où on a des difficultés de jeunes sans diplôme.

Au niveau national, ce que souligne votre étude, c'est que les inégalités se cumulent: dans les territoires les moins socialement favorisés, c'est également là que sont affectés les professeurs les moins expérimentés...

On a effectivement une difficulté du ministère, qu'il essaye de résoudre pour chaque département et pour chaque zone, à affecter des enseignants expérimentés, chevronnés, plus âgés que la moyenne, dans les territoires qui cumulent le plus de risques d'inégalités sociales. Cela concerne des académies comme Créteil, Amiens, et particulièrement l'Outre-Mer, la Guyane et Mayotte.

Pourquoi avoir fait cette étude?

On a voulu changer d'échelle par rapport à ce que le ministère peut publier, ou par rapport à d'autres travaux scientifiques déjà existants. On n'a travaillé ni à l'échelle du département, ni même à celle de l'académie. On s'est intéressé aux cantons, unités qui représentent une fiabilité du point de vue statistique. Le second point, c'est le fait qu'on a voulu regarder à dix ans d'écart, de 2004 à 2014. Sur cette

décennie, ce que l'on remarque, c'est une permanence globale des problématiques, avec une aggravation pour l'Outre-Mer.

Que préconisez-vous pour que cela change?

Le ministère a fait beaucoup de choses, mais j'insisterais sur le fait qu'il n'y a pas une seule recette miracle. C'est plutôt un ensemble de mesures qui peuvent permettre que la situation s'améliore. Il faut jouer sur les conditions d'accueil des jeunes professeurs débutants: aides au logement, aides à l'arrivée dans la zone, formation continue... On peut appuyer sur d'autres dispositions comme de jouer sur les options pour changer et diversifier le public du collège et du lycée, amener plus de mixité sociale. Voilà des exemples de solutions, qu'il faut mettre en place dans un ensemble plus large. Ce que l'on voit bien aussi, c'est que lorsque l'on superpose la carte des établissements Rep et Rep +, elle est loin, bien loin, de couvrir toutes les zones à risques. La carte de la géographie prioritaire de l'école est beaucoup plus limitée que l'ensemble du développement des zones à risques.

(1) «Inégalités scolaires d'origine territoriale en France métropolitaine et d'Outre-Mer».

«Nous aussi sommes de l'autre côté du périphérique»

Du côté de certains professeurs charentais, l'analyse du Cnesco ne surprend pas mais fait réagir. En matière de risques sociaux, Alain Héraud, du Snes, le souligne: «Il y a de la précarité dans nos campagnes, il ne faut pas l'oublier. Nous aussi sommes de l'autre côté du périph.» «Si on est dans des comparaisons statistiques nationales, certes on est moins pires que d'autres secteurs, mais il y a quand même chez nous des territoires où certaines catégories sont vraiment défavorisées», pointe Richard Gazaud, du syndicat Unsa. Alors est-ce qu'on est face à un paradoxe? Je n'en suis pas sûr. On peut aussi voir que nos élèves ont du mal à se projeter dans un département économiquement fragile et assez désaffecté. Idem pour

le taux d'encadrement. «Ce taux est supérieur à la moyenne nationale en Charente, mais c'est une moyenne qui recouvre des classes à 30 et des classes à moins de 20 en milieu rural par exemple», fait remarquer Alain Héraud pour qui les statistiques ne permettent qu'une vue d'avion sur le département. «Les lycées professionnels se battent pour aller chercher les décrocheurs: tous les ans, il y en a moins qu'il y en a eu à une époque», promet en outre le syndicaliste. «Les équipes doivent lutter au quotidien contre des mécanismes sociaux profondément enkystés», déplore Christelle Fontaine, également du Snes. Qui assure que l'éloignement de certaines possibilités d'orientation en écarte de facto une certaine catégorie d'élève. «Dans le Pas-

de-Calais ou en région parisienne, je pense que les élèves ont toujours des classes prépa en proximité. En Charente, pour entrer en Math Sup, il faut faire au minimum 100 km.» Pour Richard Gazaud, les leviers à activer ne sont pas qu'internes à l'Éducation nationale. «Il y a aussi des politiques à mener pour éviter que deux établissements, Michelle-Paoli à Angoulême et Romain-Rolland à Soyaux, accueillent à 80 % des élèves issus de catégories socio-professionnelles défavorisées.» Et d'insister sur «le bien-être de l'élève». «Il faut que l'accompagnement social et médical des élèves soit renforcé, mais la Charente n'est pas attractive pour certains professionnels, comme les psychologues scolaires.»

Des élus charentais à l'Élysée

Une douzaine de maires charentais étaient mercredi soir à l'Élysée. Dans un contexte de «fatigue psychologique» pour les élus ruraux.

Myriam HASSOUN
m.hassoun@charentelibre.fr

Une douzaine parmi deux mille invités. Une poignée de maires charentais étaient mercredi à l'Élysée, reçus par Emmanuel Macron, en marge du 101^e congrès de l'Association des maires de France (AMF) qui s'est achevé hier. La soirée s'est déroulée dans un contexte d'ambiance tendue: le président de la République ne s'est pas rendu au congrès. Et une récente enquête du Cevipof montre que 49 % des maires disent ne pas vouloir se représenter aux prochaines municipales en 2020. Notamment dans les communes de moins de 10 000 habitants. Statut de l'élu, suppression des emplois aidés, décentralisation ou baisse de la dotation globale de fonctionnement (DGF). «Ces problèmes ont été abordés par le chef de l'État», décrit Jean-Michel Bolvin. Le président de l'AMF 16 était à la soirée. «Les soucis des maires ont été abordés, le Président s'est exprimé intelligemment... mais l'enfer est pavé de bonnes intentions: on verra dans les faits.»

«À tout faire...»

Anne-Marie Rochais, vice-présidente de l'AMF 16 et maire de Saint-Léger, a moins d'indulgence envers Emmanuel Macron. «Contrairement à l'an dernier, je n'ai pas souhaité me rendre à l'Élysée. Non par colère, mais pour montrer que nous, les petites communes, existons aussi. Il avait fait la promesse de venir au congrès, or il n'est pas venu alors que c'est un événement qui s'organise des mois à l'avance: j'ai un grand respect pour le Président, mais si nous, on a besoin de lui, il ne faut pas oublier que lui aussi a besoin de nous.» Pour Jean-Michel Bolvin, le résultat de l'étude du Cevipof, faisant



Laurent Danède et Jean-Marc de Lustrac étaient mercredi soir à l'Élysée.

Repro CL

état d'une «fatigue psychologique» chez les maires, n'a rien de surprenant. «Quand vous êtes dans des zones rurales ou dans des communes moyennes, vous vous retrouvez à tout faire, le gendarme comme l'assistante sociale, votre mandat occulte complètement votre vie personnelle comme votre vie professionnelle.»

Selon les chiffres dévoilés dans le rapport, à 71 %, les élus ne souhaitant pas se représenter invoquent vouloir privilégier leur vie privée. Vient ensuite le sentiment d'avoir rempli son devoir civique, puis le fait d'avoir du mal à satisfaire les exigences de leurs administrés et enfin le manque de moyens financiers.

«Effectivement, on souffre de ce manque de moyens mais on a besoin d'échanger avec l'État», signale Laurent Danède, maire de Tourriers, qui tenait ainsi à être présent face au président de la République. «L'ambiance était bon enfant et dans le discours du Président, on a entendu la volonté de prendre un virage dans la façon de fonctionner.» L'élu charentais l'assure: «On a besoin de plus visibilité à moyen terme. Tous les maires ruraux commencent à avoir du mal à

suivre techniquement les dossiers, on est assailli de normes.»

Jean-Marc de Lustrac, maire de Vars, a, lui, vu un Président qui a répondu aux questions posées «même cash». «L'ambiance était courtoise, décontractée. Bien sûr, il a été titillé sur la fiscalité, sur la DGF, on a senti qu'il était ouvert.» Pour Chantal Nadeau, maire de Gimeux, malgré les difficultés rencontrées par les maires des petites communes, c'était important de répondre présent à l'invitation de l'Élysée. «En visitant l'Assemblée nationale, le Sénat et l'Élysée, on se rend compte aussi d'une autre réalité éloignée de celle du terrain... Être maire, c'est dur parfois, c'est vrai, mais cette proximité avec nos administrés, c'est aussi ce qui fait notre force.»

Les élus à l'Élysée: Jean-Marc de Lustrac (maire de Vars), Catherine Parent (adjointe à Jarnac), Michael Carit (maire de Saint-Sornin), Catherine Bréard (maire de Torsac), Xavier Bonnefont (maire d'Angoulême), Chantal Nadeau (maire de Gimeux), Patrick Borie (maire de Marthon), Jean-Michel Bolvin (maire de Montmoreau), Françoise Perrin (maire de Poursac), Yves Gonzalez (maire de Rancogne), Élisabeth Dumont (maire de Gondeville), Jérôme Sourisseau (maire de Bourg-Charente), Laurent Danède (maire de Tourriers).

Les robes noires contre la loi Justice

Les avocats de Charente plaident pour une justice de proximité. Selon eux, ce n'est pas le sens du projet de loi Justice.

Richard TALLET
rtallet@charentelibre.fr

Cabinets fermés. Audiences reportées. Permanences non assurées. Ce jeudi était une journée morte pour la justice charentaise. Dans le cadre d'un mouvement national, le barreau de la Charente a décidé de protester contre le projet de loi Justice, examinée jusqu'au 27 novembre à l'Assemblée nationale.

Sur les marches du palais de justice d'Angoulême, une quarantaine d'avocats, en robe noire, ont manifesté symboliquement derrière leur bâtonnier. M^r Jean-Michel Grossias a lu des extraits de la motion du Conseil national des barreaux, de la Conférence nationale des bâtonniers et du barreau de Paris.

La proximité en péril

En substance, les robes noires défendent une justice de proximité. Et s'élèvent donc contre un projet qui prévoit notamment la disparition des tribunaux d'instance pour tout regrouper dans un tribunal départemental dit «tribu-



M^r Grossias, le bâtonnier, a lu la motion sur les marches du palais. Photo Renaud Joubert

nal judiciaire». «En Charente, ça signifie la fermeture du tribunal de Cognac», s'inquiète le bâtonnier. Autre grief, l'instauration de spécialités par tribunal. «Concrètement, si le tribunal d'Angoulême n'a pas une spécialité, le justiciable devra aller à Bordeaux ou Périgueux si ces tribunaux l'ont.» Enfin, il s'étonne de l'amendement porté par Lætitia Avia pour étendre l'expérimentation de cette réforme à cinq régions adminis-

tratives, «ce qui potentiellement représente dix des treize cours d'appel de France». «Dans ce cas, ce n'est plus une expérimentation, mais un mouvement de fond.»

Ils sont d'autant plus en colère qu'en amont, un gros travail de leurs représentations nationales avait permis de faire avancer le projet de loi dans leur sens. Ils ne comprennent pas pourquoi le «gouvernement vient de réintroduire ces éléments».

La grande distribution dans le viseur des gilets jaunes

Les gilets jaunes ont quitté la base Intermarché de Roulet hier en fin d'après-midi. Ils sont restés à Vars, sans bloquer réellement celle de Lidl.



Hier matin à la base logistique de Lidl, les gilets jaunes s'étaient organisés pour tenir le siège d'un barrage ouvert. Photo Renaud Joubert

Richard TALLET
rtallet@charentelibre.fr

Ils n'ont pas cherché à résister. Quand, vers 18 heures, les gendarmes leur ont demandé de partir, ils ont levé le camp et la base Intermarché de Roulet a pu reprendre une activité presque normale. Hier, les gilets jaunes ont maintenu une pression raisonnable (voir ci-contre), en ciblant particulièrement la grande distribution. Mais n'ont pas voulu céder aux sirènes de l'affrontement. À Roulet, ils faisaient le siège depuis la nuit de mardi à mercredi. Hier matin, le petit groupe qui «tenait» depuis le milieu de la nuit le site de la Scachap, la plateforme Leclerc à Ruffec, a dû quitter les lieux. Gros coup de fatigue, selon l'une des manifestantes qui y a passé une partie de sa nuit. «À 10 heures, il n'y avait pas de relève pour tenir le barrage», précise-t-elle encore.

Les choses, là-bas, étaient plus compliquées. «Il y a plusieurs entrées. Et le maître-chien est horrible avec nous», traduit la jeune femme. La veille déjà, des inci-

dents s'étaient produits sur les points de blocage avec un chauffeur de la plateforme. «C'est le seul avec qui ça se passe mal, tempère la gilet jaune. Mais il a déjà essayé de forcer le barrage.» Et hier, la page Facebook «officielle» du mouvement appelait les gilets jaunes à «ne pas aller» sur le site de la Scachap, ni hier soir, ni aujourd'hui.

Pas de cantine à Angoulême lundi

Toute la nuit de mercredi à jeudi et toute la journée d'hier, ils étaient une quarantaine à se relayer à la base logistique de Lidl à Vars. Au départ, aucun camion ne passait. Puis lorsqu'un huissier est arrivé en début de matinée, les poids lourds ont pu circuler.

Vers 16 heures, le groupe de manifestants a mis des encombrants sur les voies, bloquant une dizaine de camions. «Nous sommes intervenus avec le soutien des gendarmes pour dégager», explique Arnaud Vautrin, le directeur de la base. La circulation a repris, mais le directeur restait inquiet

pour la nuit. «Le problème, c'est que les équipes changent et ce qu'on négocie avec les uns n'est plus valable avec les autres.» Sur le rond-point en face de Lidl, Bruno, licencié économique il y a un mois, explique sa mobilisation de la première heure. «Je touche 1 100 euros par mois. J'ai 700 euros de loyer. À la fin du mois, je suis à moins 400 euros, juste pour survivre. On veut qu'il baisse toutes les taxes. Déjà, la TVA passerait de 20 à 10 %, on pourrait respirer.»

«On est comme le gouvernement, lance avec un brin de malice Vanessa. On maintient notre cap. On veut être entendus. Que le gouvernement baisse les taxes sur le carburant et réévalue le Smic, alors on arrêtera.» À côté, un autre dit: «On attend un geste. On veut vivre dignement.»

Conséquence de ces blocages: il n'y aura pas de cantine ce lundi 26 novembre dans les écoles d'Angoulême. Certains fournisseurs n'ont pu approvisionner le service de restauration scolaire. Les enfants sont invités à apporter leur pique-nique.

À suivre...

La menace d'un nouveau samedi noir

Vingt heures hier soir, un groupe s'est installé au milieu du rond-point de Girac. Conclabule après une journée plus tranquille. Les responsables d'un groupe qui semble vouloir se structurer, en lien avec le mouvement national, se sont aussi retrouvés hier. Au sixième jour de la mobilisation, les gilets jaunes ont pu donner l'impression qu'ils levaient le pied, à la veille d'un week-end de «Black Friday» qui pourrait prendre des airs de samedi noir. C'est l'inquiétude des boutiques des centres commerciaux et des hypermarchés. Moins de blocages hier, mais les Cognacais ont encore contrôlé le rond-point de La Trache (lire en

page 16), d'autres gilets jaunes celui d'Exideuil et de Chasseneuil où les barrages filtrants n'ont pas été levés sur la RN 141, ni à Confolens au rond-point de Terre-Neuve, ni au rond-point de Leroy-Merlin à Soyaux. C'était sans doute la «marche arrière» indispensable pour ne pas perdre le soutien de la population. Tous, sur les points de blocage, espèrent que ce temps d'apaisement va permettre de rebondir de plus belle dès aujourd'hui et surtout samedi. Peu de Charentais ont prévu de monter à Paris, les gilets jaunes locaux veulent encore marquer les esprits et garder un cap difficile à lire.

R. T.

Horodateurs vandalisés à Cognac et Angoulême

Seize horodateurs obstrués à Angoulême. Et un même raid mené à Cognac où 15 appareils ont été dégradés dans la nuit de mercredi à jeudi.

Si l'action trouvera sûrement grâce aux yeux des automobilistes, elle fait moins rire les collectivités qui vont devoir régler la remise en état des appareils. La municipalité de Cognac a décidé de déposer une plainte suite aux actes de vandalisme perpétrés. Si quelques-uns ont juste été recouverts de sacs en plastique, plus de la moitié ont été barbouillés de peinture, les rendant inopérants (photo ci.).

Les services de la Ville ont également constaté que les barrières de stationnement du parking de la Salle-Verte ont elles aussi fait l'objet de dégradations: leur système de fonctionnement est hors service. Si le courrier laissé sur place par les auteurs des faits laisse entendre qu'il s'agit d'actes commis par des gilets jaunes, la municipalité se montre néanmoins prudente. «L'enquête déterminera les responsabilités. Il ne peut être écarté le fait que d'autres vandales profitent de la situation actuelle», souligne Jean-François Valégeois, l'adjoint chargé du domaine public. Et d'ajouter: «S'il s'agit en re-



vanche de gilets jaunes, ce n'est pas acceptable de la part de personnes qui dénoncent à juste titre une forte pression fiscale. Ils gaspillent ainsi les deniers publics, l'argent des contribuables cognacais. Les sommes du stationnement alimentent les caisses de la commune, pas de l'État», rappelle-t-il.

À Angoulême, certains horodateurs ont été recouverts de plastique avec une petite lettre. D'autres ont reçu de la mousse expansive.

■ Activité et chiffre d'affaires en berne ■ Les commerçants de Châteaubernard ont dit leur ras-le-bol hier ■ Et rencontré des gilets jaunes pour sortir de l'impasse.

Des commerçants verts de rage face aux gilets jaunes

Gilles BIALLEY
g.bialley@charentelibre.fr

Is alignent les chiffres. Noirs, comme ce «black friday» d'aujourd'hui qu'ils redoutent «catastrophique» comme le week-end dernier et celui à venir. «Activité et chiffre d'affaires proches de zéro depuis samedi dernier», indique Brice Dezemerien, le directeur du magasin Giga Fête situé près du rond-point de La Trèche à Châteaubernard, occupé ou bloqué par les gilets jaunes, c'est selon, depuis six jours. «Moi, c'est moins 77 % par rapport à l'an dernier sur la même période», enchaîne Enrick Rautureau, gérant du magasin «Giant», zone du Fief-Fleury toute proche. «Moins 90 %» pour Chloé Moussion, responsable de la boutique «La Table Parisienne» zone de La Trèche. «On souffre tous, résume Éric Georget, le patron d'Auchan. On est asphyxié et ça devient gravissime, pas seulement pour nos affaires, ça menace des emplois désormais. Certaines enseignes du secteur n'embaucheront pas pour les fêtes, c'est déjà acté. Les achats filent sur internet dans des boîtes qui ne payent même pas de taxes en France. C'est trop. Ça ne peut plus durer. On tire la sonnette d'alarme».

Un vendredi portes ouvertes

Laissez-nous respirer, c'est en substance la nature de l'appel lancé aux gilets jaunes de Cognac par les adhérents de l'association des commerçants de Châteaubernard. Ils se sont réunis hier après-midi en «cellule de crise, car s'en est une», souligne le président Stéphane Musseau. Pour dire leur ras-le-bol et leur incompréhension face à des blocus «contre-productifs à une période décisive pour nous en plus à l'approche des fêtes.» Pour faire-part de leurs craintes «que ça finisse par dérapage, plus encore si les rangs viennent à grossir ce samedi, il y a déjà



Les commerçants ont rencontré une délégation de gilets jaunes hier pour leur faire part de leurs doléances, entendues. Photo G. B.

eu des incidents, même si c'est le fait d'une poignée de gilets jaunes», précise Chloé Moussion. Pour faire des propositions également à une délégation de cinq gilets jaunes qu'ils ont rencontrés dans la foulée dans les salons de l'hôtel Ibis de Châteaubernard. À savoir laisser la libre circulation ce vendredi sur le rond-point, assurer l'accès aux commerces demain «pour qu'on puisse travailler un peu au moins.»

Plus de policiers demain

Des doléances entendues. «On ne sera pas là demain (aujourd'hui), c'est portes ouvertes. Samedi ce ne sera que des barrages filtrants», leur ont assuré Magalie Blanchard et Frédéric Motard, le nouveau duo qui a pris la main, semble-t-il, sur le mouvement depuis mercredi. Des «organisateurs» qui se sont montrés à l'écoute et pondérés face aux commerçants, «soucieux d'établir le dialogue dans un climat serein», mais suspicieux néanmoins face à la

On fait en sorte de re-canaliser le mouvement pour éviter de nouvelles dérives (...). Qui ne sont le fait que d'un petit groupe.

presse «par crainte de mauvaise interprétation de nos propos.» Ils ont pourtant été clairs. Magalie Blanchard, Frédéric Motard et leurs trois autres collègues ont répondu positivement à leurs interlocuteurs d'une part. Et ont assuré aussi qu'ils faisaient «tout pour écarter des personnes qui n'ont rien à voir avec nous.» «Nous ne sommes pas contre les commerçants, ni là pour ennuyer tout le monde. On est contre ce qui a pu se passer jusque-là par-

fois. On fait en sorte de re-canaliser le mouvement pour éviter de nouvelles dérives et rattraper les dérapages. Ils ne sont le fait que d'un petit groupe», affirme Magalie Blanchard. Tout en confiant: «on ne peut pas tout garantir non plus, mais on fera tout pour que ça se passe bien.» La confirmation, quoi qu'il en soit, qu'une scission au sein des gilets jaunes cognaçais est manifeste. Ce qui n'est pas pour rassurer des commerçants qui ont réclamé aussi plus de présence policière ce week-end, entendus là aussi par la préfète de Région qui les a reçus hier soir à Angoulême. «C'est le seul point sur lequel on a eu des garanties pour samedi», relate Stéphane Musseau qui ne sait pas en revanche si les accès à La Trèche seront à nouveau fermés par les forces de l'ordre à hauteur de Gensac-La-Pallue en venant de la RN141, et à hauteur de l'hôpital en venant du centre de Cognac. «Là, à coup sûr on ne verra personne.» Pour un autre samedi noir.

Le chiffre

250 C'est, pour l'heure, le nombre d'inscrits au grand examen du code de la route, qui aura lieu vendredi prochain. Cette année, les organisateurs ont décidé de migrer vers l'Espace 3000, ce qui leur laisse la possibilité d'accueillir quelque 1 000 personnes.

Sécurité

Les lycéens dans le bain avant l'heure



Hier, les élèves ont pu suivre une démonstration de désincarcération avec les pompiers. Photo J. P.

Avant le grand examen du code de la route, la Ville et la police municipale organisent depuis hier et jusqu'à ce soir, l'opération «Deux jours pour la vie» à l'Espace 3000. 300 élèves de 2^e des lycées Beaulieu, Jean-Monnet et Louis-Delage y sont sensibilisés à la sécurité routière. Des ateliers sont mis en place: une voiture tonneau, un test choc, des simulateurs pour expérimenter ses réflexes. Au menu également: les gestes de premier secours et un rappel de la réglementation concernant l'alcool. L'occasion aussi pour les lycéens de rencontrer Martin Chasseret, jeune Cognaçais devenu aveugle à la suite d'un accident de la route il y a 13 ans. «C'est parlant pour eux. C'est pas comme une pub qui passe à la télé», dit-il. Et le message porte ses fruits selon les policiers municipaux, qui constatent une forte diminution des accidents de deux-roues à Cognac.

L'opposition monte au front en faveur des associations

Selon Émilie Richaud, certaines structures risquent de se retrouver à la peine. Hier, lors du conseil, elle a déploré «des choix politiques».

Julie PASQUIER
j.pasquier@charentelibre.fr

C'est une question qui a agité les débats, hier, à l'issue d'un conseil municipal express, à Cognac. Par la voix d'Émilie Richaud, l'opposition est montée au créneau concernant la baisse annoncée des subventions aux associations en 2019: moins 10 % pour les associations du domaine social, moins 25 % pour les autres... Après déjà deux diminutions en 2012 et 2015. Inquiétant pour l'élue de droite qui se demande: «A quels licenciements, voire à quelle fermeture d'associations, faut-il s'attendre?» Cette baisse risque notamment «de remettre en cause la pérennité du centre d'animation», juge, à ses côtés, Florence Péchevis. Pour l'opposition, ce n'est pas aux



Hier à Cognac, en conseil municipal, Émilie Richaud a pris la défense des associations.

Photo J. P.

La Ville n'a pas licencié mais elle a réduit ses effectifs. L'effort, on le fait.

associations de «palier la difficulté à boucler le budget». Pas à elles, non plus, de porter le chapeau «de choix politiques». Émilie Richaud s'adresse au maire: «Vous affirmez que la principale explication de la situation financière difficile de la Ville tient à la baisse cumulée de la dotation forfaitaire de l'Etat et de la dotation de solidarité communautaire (DSC). Vous oubliez que les augmentations successives des impôts locaux (+38 %), que vous avez fait voter

par votre majorité depuis le début de votre premier mandat, couvrent très largement cette perte de recettes.» Et de déplorer, par ailleurs, l'absence d'un réel pacte fiscal et financier à l'agglomération (lire notre édition du 8 novembre). «Les associations ne découvrent pas ce qui va leur arriver», répond Michel Gourinchas, qui s'interroge sur les licenciements possibles. «Je n'ai pas entendu parler de ça, ni de menace de fermeture d'association.» Il ajoute: «La Ville n'a pas licencié mais elle a réduit ses effectifs. L'effort, on le fait. Il est légitime que les associations le fassent aussi.» La problématique du centre d'animation? «Il y a des choses à revoir.» Aujourd'hui en concurrence avec des activités privées, il bénéficiera encore d'une aide de 50.000 euros. «Et l'office municipal des sports dont vous avez programmé la mort?», lance Noël Belliot. «Il ne sert à rien», rétorque le maire. Sur la baisse de la DSC, celui-ci précise que «les choses avancent

positivement avec l'agglomération». Quant au pacte fiscal, «on n'avait déjà pas été capable de le porter à 14», lance-t-il, mettant en cause «les communes riches» de l'ancienne communauté de communes. «Je ne vois pas comment on pourrait le porter à 58.» Toujours dans la perspective de boucler le prochain budget, les élus avaient voté en amont, un avenant à la délégation de service public pour l'exploitation du théâtre L'Avant-Scène. Il vise à «freiner les dépenses sans priver le théâtre de sa capacité à fédérer», précise Michel Gourinchas. A noter, enfin, que la Ville a voté, avec cinq voix contre et une abstention, une hausse de la taxe d'aménagement. La part communale passera au 1^{er} janvier de 3 % à 4 % «dans la perspective de l'aménagement de l'ancien hôpital et du terrain de Verallia», indique Patrick Sedlacek, où la Ville «va porter des investissements importants en termes de voirie et de réseaux».

L'image



Une pause musicale bienvenue dans une actualité chargée. Hier, Cognac Blues Passions organisait une session «Rencontrez la musique» dans son local de la rue du 14-Juillet (photo C.L.). Le programme a été un peu bousculé, la séance du matin supprimée... mais le public était au rendez-vous en fin de journée, pour découvrir la contrebasse de Jérémie Pagis. Et surtout, sa contrebassine. Un blues plein d'humour à déguster en petit comité... et à découvrir sur le site: www.charentelibre.fr

La contrebasse dans tous ses états

La phrase

Tous les gilets jaunes ne sont pas racistes ou poujadistes mais tous les racistes et poujadistes ont un gilet jaune

Claude Guindet, conseiller municipal à Cognac

a réagi hier soir en conseil municipal, à la suite des dégradations commises la nuit précédente sur les horodateurs de la ville (lire en page 5). Des incidents qui ont également relancé le débat sur la vidéo protection. «Ça n'aurait pas empêché les dégradations, a jugé le maire, Michel Gourinchas. Mais la question des caméras va revenir naturellement.»

Fret ferroviaire Naviland Cargo attend de vrais engagements



La plateforme Naviland Cargo reste en place à Cognac... en attendant une possible réouverture de la ligne.

Photo J. P.

Une nouvelle réunion a eu lieu hier après-midi, au siège de Grand Cognac, entre Naviland Cargo, les acteurs économiques du territoire (maisons de négoce, tonnellerie...) et les élus au sujet de l'avenir de la ligne de fret ferroviaire. Pour rappel, elle s'arrêtera de fonctionner le 30 novembre. «Mais la plateforme de Naviland Cargo reste en place à Cognac», précise Véronique Marendat, vice-présidente de l'agglomération en charge du développement économique. «C'était une réunion positive», estime l'élue, après une première rencontre qui s'était plutôt mal passée au mois d'octobre. «L'objectif était de désacraliser la question de l'utilisation du fret sur les délais, les coûts...» Les maisons Hennessy et Courvoisier, principaux utilisateurs, en ont pointé les avantages. «Mais il y a des aspects logistiques qui font que certaines maisons ne peuvent pas s'engager»,

observe encore Véronique Marendat. Comme elle le dit depuis le départ, la société «Naviland Cargo promet que si demain, les volumes le permettent, elle rouvrira la ligne dans les trois mois». Mais pour cela, il faut de vrais engagements sur les volumes. «On est encore loin du nombre de containers nécessaires pour faire redémarrer l'activité», remarque Michel Gourinchas, le maire de Cognac, qui a aussi assisté à la réunion hier. On est à peu près à la moitié de ce qu'ils demandent. «Il faut affiner les chiffres, voir comment on peut permettre aux containers de ne pas revenir à vide», note encore Véronique Marendat. Une troisième réunion devrait avoir lieu d'ici la fin de l'année, avec notamment la présence des compagnies maritimes, autres actrices du fret ferroviaire.

J. P.

SOLIDARITÉ

Grande vente d'Emmaüs demain samedi à Cognac. La communauté Emmaüs de Charente invite à la grande vente de Noël de la communauté qui aura lieu demain samedi 24 novembre de 10 heures à 17 heures, dans les locaux cognacais des compagnons, situés rue Fonck-et-Védrines. Décorations de Noël, vêtements divers, petits meubles, jouets, électroménager, «sans oublier quelques trouvailles» sont à saisir.

TRAVAUX

Chantier d'élégage en cours à Cognac. Jusqu'à mi-avril 2019, date prévisionnelle de la fin de travaux d'élégage, le stationnement des véhicules est interdit ponctuellement au fur et à mesure de l'avancement des chantiers de taille des arbres dans les rues et places du centre-ville de Cognac, hormis l'équipement du chantier mobile nécessaire au service des espaces verts.

Segonzac: le colosse japonais pend la crémaillère aux Malestiers

Le groupe nippon EKK a inauguré son usine hier. Elle fera travailler 90 personnes et produira 30 millions de bobines de climatiseurs auto par an. Après l'achat du gensacais ABC en 2015.

Marc BALTZER
m.baltzer@charentelibre.fr

Les traducteurs étaient les rois, hier à l'usine EKK de Segonzac, où le groupe japonais a inauguré son usine des Malestiers. Un peu moins d'un an après l'achèvement des travaux (lire l'encadré) et pour lancer en grande pompe son «*unité de production la plus moderne à ce jour*», l'entreprise de pièces mécaniques y avait organisé sa réunion budgétaire annuelle pour l'Europe (1). Ce qui explique le brouhaha plurilingue qui a précédé les prises de parole en français, en anglais et en japonais. «*Moi? Je viens de Hongrie, pourquoi?*», s'étonne ainsi Gergely Galaskó, patron du site hongrois de la firme et habitué des déplacements vers les filiales du groupe. Mais cette fois, en plus de causer budget, lui aussi était impatient de découvrir le vaisseau spatial qui a changé le paysage à Segonzac, avec ses grandes façades bordeaux et son emprise de 30.000 m².

”

Nous travaillons déjà ensemble comme si nous l'avions fait depuis des décennies.

Lui non plus n'aura pas tout compris aux discours techniques, si ce n'est les chiffres, suffisamment parlants il est vrai. Après avoir racheté ABC Technologies en 2015, EKK a changé le nom de l'entreprise (EKK Eagle ABC, désormais), agrandi l'usine mère de Gensac et investi 9 M€ pour ériger l'usine de Segonzac. On le sait (lire CL du 27 février), elle produira d'ici à 2021, 30 millions de bobines étanches pour climatiseurs automobiles. Soit la moitié de la demande du groupe EKK dans le monde. Tout en conti-



L'ancien patron d'ABC, Serge Girardot, entouré du responsable européen d'EKK Toshiyuki Yamaguchi (à gauche) et du numéro deux du groupe japonais, Fukumi Aono.

Photo M. B.

nuant à fournir ses anciens clients. Bref, de quoi travailler quelques années sans la peur du carnet de commandes vide.

À terme, EKK annonce même l'injection de 20M€ dans Eagle ABC et une place centrale dans son dispositif européen. Côté embauches, une vingtaine de salariés (dont la moitié de nouveaux contrats) travaillent aux Malestiers à ce jour. En 2021, ils seront 90 avec une majorité d'embauches.

Au micro, l'ancien boss d'ABC, Serge Girardot, désormais vice-directeur, s'est souvenu du jour où les bobines de Gensac ont commencé à intéresser les Japonais. C'était juste avant le rachat de 2015. «*Ils nous demandaient des quantités largement supérieures à nos capacités: ils ont fini par nous acheter*», a-t-il résumé, trépidant de joie.

«*Nous avons deux raisons*, a expliqué, de son côté, le numéro 2 mondial d'EKK, Fumiaki Aono, traduit en anglais, puis en français. *Vos 63 ans d'expérience et*

la grande qualité de votre production [due] au fort engagement de vos salariés.» Sans regret, apparemment, car «*nous travaillons déjà ensemble comme si nous l'avions fait depuis des décennies.*»

(1) Né en 1964 et basé à Tokyo, le groupe EKK possède 48 filiales dans le monde et opère dans cinq branches: automobiles et machines, industrie générale, marine, aéronautique, semi-conducteurs. Pour un chiffre d'affaires de 1,2 milliard d'euros.

Vu, acheté, construit... l'histoire d'une implantation expresse

À peine plus de deux ans séparent les tout premiers contacts des dirigeants japonais avec la municipalité de Segonzac et l'entrée en production du site des Malestiers.

■ Avril 2016: visite de la zone des Malestiers, les investisseurs se disent intéressés.

■ Novembre 2016: dépôt du permis de construire, accordé en un mois avec l'aide des services de la Ville

et de l'agglomération Grand Cognac.

■ 23 décembre 2016: acquisition du terrain à la commune (30.000m², 450.000€).

■ 9 janvier 2017: début du chantier.

■ Septembre 2017: arrivée de la 1^{re} machine du groupe EKK.

■ Décembre 2017: fin des travaux.

■ Février 2018: production de la première bobine.

Fin de diète médiatique pour Nicolas Hulot

■ Trois mois après sa démission surprise, l'ancien ministre est sorti de son silence hier soir dans «L'Émission politique»

■ En pleine crise des «gilets jaunes» qui contestent la taxe carbone chère à Hulot.

Le 28 août, en direct sur France Inter et sans avoir prévenu ni le président ni le Premier ministre, le ministre de la Transition écologique annonçait son départ, se disant «tout seul à la manœuvre» sur les enjeux environnementaux au sein du gouvernement. Depuis, l'ancien animateur télé, qui s'est dit soucieux de ne rien faire «pour nuire à ce gouvernement», a été très discret. Hier soir sur France 2, celui qui est redevenu la personnalité politique préférée des Français selon des sondages, et pourtant sorti de son silence médiatique pendant plus d'une heure, débattant notamment avec un représentant du mouvement des «gilets jaunes» en duplex depuis Saint-Brieuc.

Démission

«Je n'ai pas regretté, d'autant que je crois que cette décision a été comprise et que j'ai le sentiment qu'elle a provoqué une forme de sursaut», a affirmé Nicolas Hulot à propos de sa démission.

«Et puis il y a un certain nombre de messages qui sont sortis de ma bouche, en disant "il faut acter que le problème c'est le modèle dominant", a-t-il ajouté. Alors «non, aucun regret, mais une tristesse car j'avais beaucoup d'espoir dans cette diversité gouvernementale, je trouvais que c'était un gage de succès».

La crise des «gilets jaunes» était évitable.

«Je n'avais peut-être pas suffisamment de distance et de détachement pour accepter qu'on y aille à petits pas», a poursuivi l'ex-mi-

nistre. Mais «ce qui m'intéresse ce n'est pas ce qu'on n'a pas fait hier, mais ce qu'on peut faire ensemble, aujourd'hui».

Nommé pour la première fois ministre en mai 2017, Nicolas Hulot avait dû avaler bien des décisions contraires à ses convictions, malgré certaines victoires symboliques comme l'abandon du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.

«Gilets jaunes»

«La France se serait bien passée de cette confrontation qui oppose l'écologie au social, alors que ma volonté était de réconcilier écologie et social. On n'y est pas parvenu et cette crise était évitable», a assuré Nicolas Hulot. L'ancien ministre, qui soutient de longue date l'augmentation de la fiscalité écologique pour financer la transition écologique, a répété son soutien à la hausse de la taxe sur les carburants que dénoncent les «gilets jaunes».

Taxe carbone

«Je me suis battu, et notamment les semaines qui ont précédé mon départ, pour qu'on change complètement d'échelle dans l'accompagnement social de la transition énergétique et écologique, avec des propositions concrètes», a déclaré l'ancien ministre de la Transition.

«Je n'ai pas été entendu. On m'a opposé des raisons budgétaires, j'en ai tiré les leçons», a ajouté un Nicolas Hulot qui semblait en colère sur le plateau. «J'aurais préféré effectivement ne pas avoir eu raison sur le risque d'emballement que l'on connaît».

«Je l'ai défendue (la taxe carbone) et je l'assume. Mais je l'assume à partir du moment où on la met en œuvre avec une dimension et un accompagnement dignes de ce nom. C'est ce qui a



Sur le plateau de «L'Émission politique», hier soir, l'ancien ministre a répété son soutien à la hausse de la taxe sur les carburants que dénoncent les «gilets jaunes». Photo AFP

manqué, il faut le dire», a-t-il déclaré, espérant que le gouvernement allait le faire «maintenant».

Nucléaire

Il faudrait fermer six réacteurs nucléaires d'ici 2028, en plus des deux de Fessenheim, a estimé Nicolas Hulot, alors que le gouvernement doit annoncer mardi la feuille de route énergétique de la France pour les 10 ans à venir. La loi prévoit de ramener la part du nucléaire dans la production électrique à 50% (71% aujourd'hui), mais le gouvernement

a fait passer fin 2017 l'échéance à 2030 ou 2035 au lieu de 2025 initialement. Le passage de 2025 à 2035, «je l'assume car on avait pris trop de retard, et sauf à se mettre dans des problèmes de sécurité d'approvisionnement, ce n'était pas jouable», a-t-il encore dit.

Européennes

Nicolas Hulot a déclaré qu'il ne soutiendrait aucune liste aux élections européennes, se disant «disponible (pour agir) mais pas dans le champ politique traditionnel».

Gilets jaunes: en attendant «l'acte 2»...

Le mouvement des «gilets jaunes» continuait de s'essouffier hier au sixième jour d'une mobilisation, qui s'est élargie à une contestation plus générale de la baisse du pouvoir d'achat et des taxes. Le ministère de l'Intérieur recensait hier 5.107 manifestants et 268 manifestations en France, contre 15.000 mercredi. Quelques irréductibles continuaient certes à organiser des blocages éparpillés en métropole, avec des barrages filant aux abords des dépôts pétroliers ou sur certains axes routiers dans le Pas-de-Calais, le Gard, l'Hérault, le Vaucluse, le Haut-Rhin ou en Nouvelle-Aquitaine. Mais les troubles se concentrent désormais sur l'île de La Réunion où, malgré l'instauration d'un couvre-feu nocturne, la situation restait tendue après une flambée de violences urbaines. En métropole, l'«acte 2» du mouve-

ment est prévu samedi, avec notamment un rassemblement à Paris source de polémiques avec les autorités. Après avoir écarté le scénario d'un rassemblement place de la Concorde, le ministère de l'Intérieur a indiqué que les «gilets jaunes» pourraient se réunir sur l'esplanade du Champ-de-Mars, près de la Tour Eiffel. Mais des «gilets jaunes» ont rapidement rejeté cette hypothèse.

Un mouvement «justifié» pour 77% des Français

Une annonce sera faite aujourd'hui, a affirmé hier sur LCI Priscilla Ludosky, une «gilet jaune» parisienne, en évoquant un rassemblement «très certainement au niveau des Champs-Élysées». «J'espère qu'il y va avoir une véritable marée jaune», a déclaré Frank

Transition écologique: Macron promet des mesures mardi

Emmanuel Macron annoncera mardi un nouveau cap pour la transition écologique, de nouvelles mesures et des négociations sur tout le territoire pour la rendre «acceptable et démocratique», en réponse aux inquiétudes exprimées par les «gilets jaunes», a indiqué l'Élysée hier soir. Concrètement, le président devrait dévoiler de nouvelles mesures d'aide, l'ouverture de négociations, y compris éventuellement sur les taxes écologiques, ainsi qu'une méthode, un «pacte social» et des négociations territoriales pour les mettre en œuvre de manière efficace et décentralisée. L'amélioration énergétique des bâtiments et les nouvelles mobilités devraient être particulièrement concernées. L'État pourrait aussi aider les collectivités à renforcer la mobilité, encourager ceux qui changent de système de chauffage ou soutenir davantage les énergies renouvelables. «La transition écologique se fera avec les citoyens. Il y a aura de l'argent, des débats et une méthode», résume l'Élysée.

La vignette poids lourds reportée

Selon Franceinfo, le gouvernement a décidé de reporter, jusqu'à nouvel ordre, la création d'une vignette poids lourds censée rapporter 500M€ par an et devant servir à faire des travaux sur les infrastructures. Mais, selon un élu de la majorité, l'instauration d'une vignette poids lourds qui prévoit des tarifs en fonction de la taille des camions, «serait suicidaire» actuellement. Il faut donc éviter que les routiers rejoignent en masse les barrages. «On n'est pas dans l'urgence», selon les mots d'un proche du dossier, rapportés par Franceinfo.

Hauts-de-France: Bertrand élargit les aides aux transports.

Le président des Hauts-de-France, Xavier Bertrand (ex-LR), a annoncé hier soir que l'aide de 20 euros par mois versée aux automobilistes habitant au moins à 30 kilomètres de leur travail serait étendue, à compter du 1^{er} janvier, aux salariés résidant à au moins 20 km de leur travail.

Des sites de Total touchés par des grèves

Plusieurs sites de Total, en Normandie et dans le Rhône, étaient affectés hier par un mouvement de grève lancé par la CGT et lié à des négociations salariales, qui dans certains cas s'est ajouté à des blocages de «gilets jaunes». Hier soir, à l'issue d'une journée de négociations salariales avec l'Ufip (Union française des industries pétrolières), FO et CGT ont appelé les personnels du secteur pétrolier à intensifier la grève, engager des arrêts d'installation, bloquer les expéditions, la production et la distribution. Les

syndicats réclament entre 2% et 2,5% de hausse de la grille des salaires. Selon FO et la CGT, l'Ufip a proposé un relèvement des salaires minimum conventionnels de 1,5%.



Photo archives AFP

La relation post-Brexit se précise

L'UE et le Royaume-Uni ont rendu public hier les principaux points de l'accord provisoire sur leur relation après le Brexit, à trois jours d'un sommet crucial.

Les négociations du Brexit sont «à un moment crucial», a déclaré hier la Première ministre britannique Theresa May devant les députés, avant un sommet dimanche à Bruxelles destiné à approuver l'accord de divorce et la déclaration sur la relation future. Voici les principaux points de ce texte de 26 pages:

Commerce

Le texte prévoit «un partenariat économique ambitieux, large et équilibré», comprenant «une zone de libre-échange ainsi qu'une coopération sectorielle plus large lorsqu'elle est dans l'intérêt mutuel des deux parties». Il devra garantir l'absence de droits de douane et de quotas «dans tous les secteurs». Ce partenariat, qui pourra «évoluer dans le temps», devra respecter «l'intégrité du marché unique et de l'union douanière» de l'UE «ainsi que le marché intérieur» britannique.

Concurrence

Une «concurrence ouverte et loyale» devra être garantie entre les deux parties, notamment en ce qui concerne «les aides d'État, la concurrence, les normes sociales et d'emploi, les normes environnementales, le changement climatique et les questions fiscales».

Services financiers

Les liens entre la City londonienne



Les négociations du Brexit sont «à un moment crucial», a déclaré hier la Première ministre britannique Theresa May devant les députés.

Photo AFP

et l'UE ne seront pas aussi poussés après le Brexit qu'aujourd'hui, les deux parties souhaitant préserver leur «autonomie réglementaire et décisionnelle». Un travail sur la délivrance d'«équivalences» pour les institutions financières britanniques débutera «dès que possible». Ces «régimes d'équivalence» permettent aux services financiers hors UE de faire des affaires dans l'UE, sous certaines conditions, notamment des critères de surveillance similaires.

Circulation des personnes

La future relation devra «respecter le résultat du référendum de 2016» sur «la fin de la libre circulation des

personnes entre l'Union et le Royaume-Uni». Bruxelles et Londres devront «prévoir (...) l'exemption de visa pour les voyages de courte durée» et étudier «la possibilité de faciliter le franchissement de leurs frontières respectives pour les voyages légitimes». De plus, «les conditions d'entrée et de séjour à des fins de recherche, d'études, de formation et d'échanges de jeunes» seront examinées.

Irlande

Pour «garantir l'absence d'une frontière dure sur l'île d'Irlande», Londres et Bruxelles pourraient mettre en place divers «dispositifs» - en particulier l'utilisation de «technologies» - afin de faciliter

d'éventuels contrôles douaniers.

Pêche

L'UE et le Royaume-Uni devront établir un nouvel accord de pêche, en particulier sur l'accès aux zones maritimes et sur la répartition des quotas.

Politique étrangère et défense

La déclaration envisage une coopération étroite entre le Royaume-Uni et l'UE, tout en respectant leur droit à poursuivre leur propre voie en fonction de leurs intérêts stratégiques. Elle appelle les deux parties à coopérer étroitement dans les instances internationales et à se soutenir mutuellement en cas de sanctions économiques.

Sécurité

Les deux parties conviennent de mettre en place des mécanismes d'échange d'informations ADN, d'empreintes digitales et de données sur l'immatriculation des véhicules.

Calendrier

Le Royaume-Uni et l'UE entameront chacun de leur côté des travaux préparatoires en vue de commencer les négociations dès le départ des Britanniques, le 29 mars 2019. Les discussions s'achèveront à l'issue d'une période de transition fixée au 31 décembre 2020.

Cet après-midi



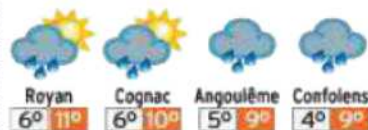
Pluvieux.

Les nuages, déjà nombreux au lever du jour, finiront par donner de la pluie en matinée sur le littoral pour s'étendre rapidement à toute la région l'après-midi ; Parallèlement, en seconde partie d'après-midi et soirée, un système d'averses s'installera par le littoral où un coup de tonnerre n'est pas exclu en fin de journée et soirée ainsi que de fortes rafales. Vent de Sud-Est modéré, avant de s'orienter au Sud en bord de mer.

Samedi



Dimanche



Lundi



Mardi



Mercredi



Jeudi



HIER

Mini / 16h

Nicolat Hulot défend sa taxe carbone

FRANCE 2 L'ex-ministre a fait sa rentrée dans « L'Émission politique ». En plaidant pour la fiscalité écologique

À deux semaines de la COP 24 – la nouvelle conférence internationale sur le climat – et trois mois après avoir jeté le gant gouvernemental, Nicolas Hulot a ressurgi tel le génie de sa lampe, hier soir, dans « L'Émission politique » de France 2. Avec une première révélation, déjà évoquée lors de ce spectaculaire moment de radio : le ministre ne savait pas qu'il allait démissionner en entrant dans le studio de France Inter le 28 août au matin.

Qu'a-t-il fait depuis lors ? « Je me suis octroyé une parenthèse en profitant de ma famille. Après, vous êtes rattrapé par votre conscience », a-t-il esquissé. L'ancien président de la Fondation pour la nature et l'homme est apparu droit dans ses bottes, sans regret « mais avec une tristesse ». Selon lui, la rupture avec le président était inévitable du fait de la différence de diagnostic sur l'état de déshérence écologique de la planète. « Le temps est compté. Chaque seconde nous rapproche de l'irréversible », a-t-il rappelé.

La solidarité écologique

Très vite, on est passé aux travaux pratiques avec la composante carbone des taxes sur l'énergie, les centimes de la révolte à la pompe. Hulot ne la renie pas. Il souhaite même la poursuite de la hausse prévue au 1^{er} janvier prochain. Mais « sa mise en œuvre avec une dimension et un accompagnement social a manqué », a-t-il attaqué.

L'ancien ministre de la Transition écologique a, très vite, appuyé sur la nécessaire solidarité envers les plus pauvres en élargissant le propos à l'injustice fiscale dans son ensemble. Les avions qui volent avec un kérosène



Nicolas Hulot, hier soir.

PHOTO BERTRAND GUAY/AFP

détaxé, les porte-conteneurs qui naviguent avec un fioul lourd détaxé, les grandes entreprises qui excellent dans l'optimisation fiscale, l'impôt sur les bénéfices passé en quelques années de 40 % à 18 %, la finance spéculative qui se porte comme un charme, voire l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) évanoui dans les premiers matins du quinquennat : tout ceci lui a fait hausser le ton. Pour lui, l'écologie est un bouc émissaire fiscal dans cette affaire. La goutte d'eau qui fait déborder le vase de l'injustice.

« La solidarité n'est pas une option », a-t-il martelé en prenant son propre exemple : « J'ai acheté une voiture électrique, j'ai eu droit à une prime, ce n'est pas normal. » La suite a été moins facile, avec un échange houleux l'opposant à un gilet jaune, pourfendeur de la fiscalité écologique mise en place par le ministre à son arrivée au gouvernement.

Jean-Denis Renard

Un maire parmi les autres

POLITIQUE La bronca redoutée n'a pas eu lieu. Le Premier ministre a été accueilli au congrès de l'Association des maires de France, dans une ambiance apaisée

BRUNO DIVE, RÉDACTION PARISIENNE
b.dive@sudouest.fr

Un maire parmi ses pairs. Une sorte de primus inter pares, certes installé à Matignon, mais qui n'a pas oublié d'où il vient... et où il pourrait retourner un jour. Si Emmanuel Macron avait joué la séduction devant les 2 000 maires qu'il recevait mercredi soir (« Sud-ouest » d'hier), Édouard Philippe devant le congrès de l'Association des maires de France (AMF) a sorti la carte de la proximité.

« Le mandat de maire est le plus beau que j'ai exercé », assurait-il à son arrivée porte de Versailles, avec une heure d'avance sur l'horaire prévu (Matignon soupçonnait Baroin d'avoir programmé un discours tardif pour que la salle se vide pendant que le Premier ministre parlait). Une fois installé à la tribune, après deux discours (volontairement ?) longs du socialiste André Laignel et du Républicain François Baroin, qui s'entendent comme larrons en foire à la tête de l'Association, Édouard Philippe s'est d'emblée placé en communion avec son auditoire, évitant du coup la bron-

ca redoutée. « On m'avait promis des moments difficiles, cette participation n'en est pas un. Je suis très heureux d'être ici, assurait le chef du gouvernement qui était venu avec plusieurs ministres. Des moments difficiles, j'en ai rencontrés dans mes fonctions de maire, comme vous en connaissez. Et le plus difficile, c'est lorsque l'on se retrouve seul. »

Faire baisser la tension

Rappelant qu'élus maire du Havre en 2014, il avait lui aussi dû affronter la baisse des dotations ou les bouleversements de la loi NOTRe (Nouvelle Organisation territoriale de la République) sur les transferts de compétences, Édouard Philippe pouvait déployer un registre qui est interdit à Emmanuel Macron, lequel n'a jamais été élu local. Même si, comme le murmurait un important élu, « il a passé plus de temps au Conseil d'État qu'à la mairie du Havre ». Toujours est-il que s'il n'a pas répondu directement à l'imposant catalogue de revendications que venait d'adopter le congrès dans sa résolution finale, le Premier ministre a pris quelques engagements de nature à faire baisser la ten-



Édouard Philippe, devant les maires, a promis de faire du « cousu main ». PHOTO L. BONAVENTURE/ALF

sion, à « ouvrir cette nouvelle ère » des relations entre l'État et les grandes associations d'élus à laquelle François Baroin appelait juste avant lui.

Ainsi s'est-il engagé à ce que les maires abordent les prochaines élections municipales (mars 2020) en ayant clairement en tête le système qui remplacera la taxe d'habitation, avec des compensations « à l'euro près ». Il rece-

vra dès le mois prochain toutes les associations d'élus et un projet de loi sera présenté en avril, pour une adoption avant l'été 2019. De même a-t-il promis de travailler pour « introduire plus de souplesse dans les intercommunalités » dont la puissance croissante frustre et chagrine de nombreux maires qui se sentent dépossédés de leurs pouvoirs. « Notre

méthode : le cousu main. L'idée est de donner à chaque territoire la possibilité de se développer, à son rythme, à sa mesure, en fonction de ses ambitions, de ses faiblesses, de ses besoins », a-t-il résumé, reprenant une expression déjà employée la veille par Emmanuel Macron. De quoi, peut-être, ouvrir cet « acte 3 » de la décentralisation que Baroin appelait de ses vœux.

Les Japonais parient sur le savoir-faire charentais

SEGONZAC

La seconde usine de production de la société Eagle ABC Technology a été inaugurée hier

DIDIER FAUCARD
d.faucard@sudouest.fr

«**M**es enfants n'étant pas intéressés pour prendre ma suite, j'ai toujours rêvé de trouver un partenaire solide pour reprendre l'entreprise et la pérenniser », confie Serge Girardot, ancien patron d'ABC Technology — société spécialisée dans la fabrication de bobines surmoulées pour, principalement, l'industrie automobile — et désormais directeur général des deux sites de production d'Eagle ABC Technology à Gensac-la-Pallue et Segonzac.

Ce partenaire, il l'a donc trouvé en ce géant de l'industrie japonaise Eagle Industry, 48 filiales dans le monde et un chiffre d'affaires de 1,2 milliard d'euros. Un partenaire qui n'a pas hésité à investir lourdement en Charente, sur cette zone d'activité segonzacaise de Malestier, pour créer une unité de production ultramoderne. Inaugurée hier en grande pompe, en présence de M. Fumiaki Aono, numéro deux d'Eagle Industry, directeur général délégué pour le Japon, et de M. Toshiyuki Yamaguchi, responsable de la société en Europe.

31 millions d'euros

« L'investissement d'Eagle Industry c'est 7,7 millions d'euros pour le bâtiment, 17,5 millions pour l'équipement, 3,8 millions pour l'outillage.



L'usine inaugurée, hier, par Toshiyuki Yamaguchi, Serge Girardot et Fumiaki Aono. LOIC DROQUIER

Au total, et à l'horizon 2020-2022, cela représentera 31 millions d'euros », annonce Serge Girardot. À terme également, ce sont 90 personnes qui travailleront sur ce site. Un investissement à la hauteur de l'enjeu.

« Eagle Industry produit 60 millions de bobines dans le monde entier. L'objectif que la société nous a fixé en reprenant ABC technology, qui en produisait 2,5 millions, est de parvenir à 30 millions de pièces. C'était impossible sur notre site de Gensac-la-Pallue, d'où la construction de cette nouvelle usine. » Des bobines destinées à entrer dans la composition des systèmes de climatisation de l'industrie automobile. La première pièce est sortie en février dernier.

C'est en juillet 2015 qu'Eagle Industry a intégré ABC Technology dans son giron, « mais nous étions clients avant », indiquait hier Fumiaki Aono. « Nous avons deux raisons d'acquiescer cette entreprise, ses 63 années d'expérience et la grande qualité de développement et de production de ses bobines électriques. Et en même temps, nous lui avons confié deux missions : développer la production pour ses propres clients et devenir le principal producteur pour le groupe, dans le monde », ajoutait-il.

« Le site de Gensac produit pour nos anciens clients et Segonzac est entièrement consacré à Eagle Industry », précise Serge Girardot. Une véritable chance que cet engagement

nippon pour le secteur cognacais et plus largement la Charente. Et comme le soulignait Véronique Marendat, maire de Segonzac et vice-présidente de l'Agglo Grand Cognac, en charge de la vie économique, l'ensemble des acteurs économiques se sont mobilisés pour faciliter cette implantation : « Six mois de délai pour obtenir le permis de construire, ce doit être un record du monde », souriait-elle.

Qu'il semble loin ce 1^{er} juillet 1955, date à laquelle M. Ménager avait créé l'Atelier de bobinage charentais (ancêtre d'ABC) à Gensac-la-Pallue, destiné à fabriquer des transformateurs pour alimenter des postes radios. Et, en même temps, l'histoire se poursuit.

A Cognac, les commerçants disent non aux Gilets jaunes

ÉCONOMIE Les patrons déplorent une chute de la fréquentation et demandent la fin des blocages

« Ça ne peut plus durer. » L'unanimité est faite chez les patrons des magasins de la Trache, Bellevue et le Fief du Roy, autour de Cognac. Le mouvement des Gilets jaunes a des effets trop néfastes sur leur activité pour continuer ainsi. Voilà le message qu'ils ont adressé, hier à 16 heures, aux responsables des manifestations, lors d'une réunion de conciliation. Et contre toute attente, les deux parties sont arrivées à un accord : aujourd'hui, les Gilets jaunes feront une pause. Et samedi, lors du grand raout, ils ne bloqueront pas mais feront des barrages filtrants.

De quoi rassurer (un peu) des chefs d'entreprises qui tirent la langue. « Depuis samedi, notre activité est proche de zéro », témoigne le patron de Giga fête. Son magasin est si-



Hier, une réunion de conciliation a permis aux commerçants d'obtenir des concessions de la part des Gilets jaunes. PHOTO J. G.

tué tout près de la Trache. « Mais le fait de s'engager dans la contre-allée fait peur aux clients, donc il n'y a plus personne. »

Même sentiment chez La Table parisienne, qui accuse moins 90 % de fréquentation. « Les clients nous appellent car ils ont peur de tomber sur des Gilets jaunes en venant », raconte Chloé Moussion, une salariée. « J'ai perdu 77 % de clients par rap-

port à l'an dernier », se désole Enrick Rautureau, le patron de Giant store. Buffalo Grill, qui fait en moyenne 60 couverts le midi, n'en voit plus passer qu'une quinzaine. « On a tous perdu entre 40 et 100 % », résume Eric Georget, directeur d'Auchan.

« Mais cela a des conséquences immédiates. Les gens se détournent des magasins et commandent en ligne. Les dépôts de colis ont explo-

sé cette semaine. Les cadeaux de Noël ne sont pas achetés, car les gens préfèrent faire des provisions, en cas de pénurie si la situation durait. Le mouvement est en train d'asphyxier nos commerces. » Stéphane Musseau, à la tête du Fief Fleury, va plus loin : « Même les emplois sont touchés. Certains patrons réfléchissent à supprimer des postes en CDD prévus en renfort pour les fêtes. Les Gilets jaunes sont en train de se tirer une balle dans le pied en faisant du mal à l'économie locale. »

Des perturbations diverses

En face, les responsables de la manifestation cognaçaise acquiescent. « On a prévu de vous laisser de l'air dès vendredi », répond le collectif. Notre but n'est pas de pénaliser les commerçants ni de bloquer les automobilistes. » Et d'adresser ce message : « Il faut bien que les gens sachent qu'ils pourront accéder à leurs commerces ce week-end. »

Dans le reste du département, les Gilets jaunes se sont notamment

rassemblés à la base Lidl de Vars. Dans la nuit de mercredi à jeudi, ils étaient également à la base de Roulet-Saint-Estèphe et ont laissé passer les camions. Des manifestants ont également été vus à Soyaux, au rond-point de Leroy-Merlin ainsi qu'à Confolens, Exideuil et Chasse-neuil. Une opération escargot a été menée dans l'après-midi sur la RN10.

Hier soir, les Gilets jaunes angoumoisins devaient se rassembler dans l'optique de coordonner le mouvement. « L'objectif c'est qu'on soit au courant de ce qu'il se passe et de donner de bonnes informations aux médias », explique l'un des « motivateurs », Yoan Lotellier. « On ne veut pas embêter les citoyens mais leur redonner du pouvoir d'achat. Et ce n'est pas en les bloquant sur une autoroute qu'on leur redonne. »

Les Gilets jaunes réfléchissent ainsi à d'autres modes d'actions et espèrent une mobilisation d'envergure ce samedi en Charente.

J. G. et A. B.

Opération Justice morte

BARREAU Les avocats de la Charente étaient en grève hier. Ils protestent contre le projet de loi justice

Opération Justice morte, hier en Charente. Tous les avocats du barreau du département étaient en effet en grève ce jeudi contre le projet de loi justice examiné actuellement par l'assemblée nationale. À 14 heures, les robes noires se sont ainsi rassemblées sur les marches du palais de justice. Et le bâtonnier Jean-Michel Grossias a lu la motion de l'ordre des avocats.

Justice de proximité

Qui s'oppose au projet du gouvernement d'instaurer un « tribunal judiciaire », en fusionnant le tribunal de grande instance et le tribunal d'instance. « Cela va à l'encontre de la justice de proximité », commente le bâ-

tonnier. Concrètement, en Charente, cela signifierait la suppression du tribunal d'instance de Cognac. « Tous les justiciables devraient ainsi saisir le TGI d'Angoulême », déplore Jean-Michel Grossias. « Ces mesures envisagées, motivées par un objectif de rationalisation budgétaire, conduisent en réalité à restreindre l'égal accès de tous à une justice de proximité », résume la motion. Les avocats craignent aussi l'augmentation des délais de garde à vue.

Alors hier, toutes les audiences ont été supprimées en Charente. Les cabinets des avocats ont été fermés et ces derniers n'ont participé à aucune expertise.

A. B.

Horodateurs vandalisés : les Gilets jaunes accusés ?

FAITS DIVERS Une action a été menée sur les parkings de la Ville. La mairie porte plainte. Le spectre des Gilets jaunes rôde

JONATHAN GUÉRIN
j.guerin@sudouest.fr

Les policiers municipaux ont été surpris, hier matin. Ils ont découvert, un peu partout dans Cognac, des horodateurs bâchés. Un film plastique a été déposé, visiblement pendant la nuit, sur 15 machines, les rendant inopérantes. Mais les agents n'étaient pas au bout de leur surprise. Une fois l'emballage retiré, ils se sont rendu compte que les horodateurs avaient été aspergés de bombe de peinture orange. « En plus de ça, les barrières du parking de la Salle-Verte ont été mises hors d'état de fonctionner », informe Jean-François Valégeois, adjoint au maire.

Alors, à qui imputer cela ? Eh bien pour cela, il faut d'abord lire les pancartes collées sur l'emballage. Elles sont signées « Jil et John ». Évidemment, on aura compris, derrière le jeu de mot, la référence aux Gilets jaunes. Ils s'adressent à « mesdames et messieurs les agents de la police municipale », avec cette injonction : « soyez sympas, ne verbalisez pas les honnêtes travailleurs qui sont stationnés ici sans ticket svp ».

De fausses idées

Le message se poursuit ainsi : « Nous ne tolérons plus que l'État s'engraisse avec notre argent. Monsieur Macron dîne dans de la porcelaine en partie financée par cette machine et par toutes les autres pompes à fric de l'État réparties sur notre territoire. » Un sou-

ci de vérité nous pousse ici à préciser qu'il s'agit d'allégations erronées. « Les recettes des horodateurs sont reversées à la commune, rectifie Jean-François Valégeois. Donc c'est cet argent, dont on nous prive aujourd'hui, qui sert à financer les routes, le commerce de proximité et d'autres choses. Je crois que les Gilets jaunes défendent cette cause, donc ce n'est peut-être pas la bonne voie d'action. »

Mais d'ailleurs, peut-on imputer ces faits aux Gilets jaunes ? En tout cas, les auteurs s'en réclament sur le tract. « Nous n'étions pas au courant de cette action, démentent les organisateurs cognaçais du mouvement. En tout cas, rien de tel n'a été discuté sur le rond-point de la Trache, où nous sommes depuis samedi. » Pourtant, l'argumentaire semble assez proche de leurs propos.

À Saintes et Angoulême aussi

D'ailleurs, ces faits ne sont pas isolés. À Angoulême, une quinzaine d'horodateurs a subi le même sort : un a été totalement détruit, les autres peinturlurés en bleu ou obstrués, entre samedi (date du début du mouvement) et avant-hier. Même chose à Saintes, où neuf horodateurs ont été bouchés avec du mastic. « L'enquête déterminera les responsabilités. Il ne peut être écarté le fait que d'autres vandales profitent de la situation actuelle », affirme prudemment Jean-François Valégeois. Sans cacher sa colère : « Le nettoyage, voire même le



À première vue, on pourrait croire que les horodateurs sont simplement bâchés, mais ils sont aussi tagués. PHOTO J.G.

remplacement, des vitres des horodateurs, va coûter à la collectivité. Or, la mairie a fait un geste pour diminuer le coût du stationnement, qui représente 130 000 euros, sans toucher aux impôts. Donc, ces dégradations vont à l'encontre du but recherché par leurs auteurs. Nous n'avons rien contre les Gilets jaunes, mais contre les vandales, si. » Angoulême et Cognac ont annoncé leur intention de porter plainte.



Sous le plastique, l'écran a été aspergé de peinture. DR

Vif débat sur les baisses de subventions

CONSEIL MUNICIPAL L'association s'est inquiétée des répercussions pour le centre d'animation, hier

Les 13 points à l'ordre du jour du conseil municipal de Cognac ont été rapidement expédiés, hier soir. L'opposition divers droite attendait les questions orales pour attaquer. Dans sa ligne de mire : la baisse des subventions aux associations, moins 10 % dans le secteur social, moins 25 % pour les autres. « Vous aviez déjà baissé l'enveloppe de 5 % en 2012 et 10 % en 2015. Les associations font toutes des efforts pour réduire leurs charges et trouver leurs ressources. Avez-vous anticipé les conséquences de cette nouvelle baisse ? », interpelle Émilie Richaud.

Les efforts, la ville se les applique à elle-même, répond le maire, Michel Gourinchas. « Je discute beaucoup avec les associations. Il y a des choses qui se comprennent. Peut-

être certaines ont plus de mal à comprendre. » L'opposition précise le tir : elle craint pour la survie du centre d'animation et ses 800 adhérents.

Toujours pas de pacte fiscal

Romuald Carry réagit vertement. Il y a vingt ans, cette association était « une vraie chance », estime l'adjoint aux sports. C'est en son sein que sont nés le théâtre, Blues Passions ou West Rock, avant de faire scission. Mais aujourd'hui, il le voit moins comme une association que comme « un prestataire de services », dans un secteur concurrentiel, avec une offre privée qui a germé. « On leur enlève 17 000 euros, mais on propose 50 000 euros de subventions, ce n'est pas rien. » La divers droite Florence Pêchevis réfute l'idée



L'opposition divers droite a fustigé les choix de la majorité. PH.M.

d'une structure « pour les riches » : « Ils appliquent le quotient familial, ils génèrent du lien social. »

L'attaque de la droite porte plus largement sur la gestion des ressources financières et l'absence d'un pacte fiscal avec l'Agglo. « On n'a pas été capables de le faire à 14 communes, dans l'ex-Grand-Cognac, je ne vois pas comment on pourrait le

faire à 58. L'enjeu, aujourd'hui, c'est la négociation directe entre l'Agglo et la Ville », rétorque Michel Gourinchas. Il pourrait y avoir un peu de marge de manœuvre pour atténuer la baisse de la dotation de solidarité communautaire, aurait laissé entendre le président de l'Agglo, Jérôme Sourisseau.

Philippe Ménard

« J'ai pris le temps »

CHÂTEAUBERNARD À bientôt 75 ans, Alan Stivell sort « Human~Kelt », son 25^e album. Ce soir, l'artiste breton joue à guichets fermés au Castel. Rencontre

« Sud Ouest » En décembre 2015, le Castel recevait I Muvrini. En tant que Breton, vous partagez avec le groupe ces racines presque insulaires dont remonte une sève pleine d'humanité.

Alan Stivell On est dans la même orbite. Quand j'entends leur discours, c'est le même. Pour beaucoup de gens, c'est un paradoxe d'avoir un intérêt pour sa propre identité, ses racines et ils pensent qu'il n'y a que des gens d'extrême droite ou racistes qui peuvent s'intéresser à leur culture. Heureusement, c'est tout à fait l'inverse. Quand j'avais 10-12 ans, j'avais cette passion celtique bretonne mais déjà ça m'ouvrait sur le monde. C'est vrai pour les Bretons et les Corses. Eux sont ouverts sur la Méditerranée et nous sur l'Atlantique. C'est une réalité géographique et culturelle. Je pense que certaines personnes que ça dérange ont envie de nous chercher des poux sur la tête, de nous trouver des raisons complètement invouvables qui leur font dire : « Vous êtes repliés sur vous-mêmes. » C'est pour cela que mon nouvel album s'appelle « Human~Kelt ». « Kelt », c'est mon identité. Elle est bretonne, elle est celtique. Mais je mets « human » avant parce que l'identité culturelle, régionale, passe après l'humanité.

Une similitude artistique qui se ressent jusque dans votre parlé ?
On a peut-être tous les deux quelque chose dans la voix d'anti-macho !

Vous avez dit : « J'arrive dans les derniers albums de ma vie. » Ce qui a un peu affolé vos suiveurs sur Facebook...

Je vais avoir 75 ans en janvier... Quand on sort un album, en général, on est pris par le temps voire



Alan Stivell a débuté sa carrière au début des années 60. ARCHIVES STÉPHANE LARTIGUE

même l'argent. Cette fois, j'ai voulu être le plus proche possible de mes envies. J'ai pris le temps. Par exemple, pour le mixage, je suis toujours présent mais je considère que l'ingénieur du son connaît mieux la question que moi. Cette fois, je l'ai quasiment fait moi-même.

Ce dernier album accueille des duos. Comment est née cette envie ?

C'est arrivé naturellement. J'ai travaillé sur un titre qui avait des influences africaines. Et j'ai pensé à Fatoumata Diawara. Je trouvais bien que ce soit une jeune femme qui incarne toutes les passerelles à la fois : Afrique-Bretagne, Afrique-Europe, entre générations, sexes. J'ai demandé à Francis Cabrel de chanter en occitan.

Avez-vous entendu parler de paralysie musicale, le fait de s'enfermer dans une forme de nostalgie et de

cesser de découvrir de nouveaux artistes, même dans son genre musical préféré ?

Oui et ce n'est pas mon cas. J'étais d'abord au piano puis je suis tombé dans le chaudron celtique avec la harpe. J'ai été interpellé par la musique celtique. Je m'intéresse à tout, ça m'enthousiasme. Je n'ai absolument pas envie de choisir, pour moi la musique est à 360°. Ma ligne directrice est la curiosité vers de nouveaux sons, de nouvelles technologies.

Vous êtes aussi très présent sur les réseaux sociaux.

Il y a 10 % de musique et 90 % de communication dans ma vie. Je n'avais pas forcément une confiance dans ma qualité artistique. Je voulais absolument faire passer mon amour pour la Bretagne, la culture bretonne et la partager avec un maximum de gens. Quand on aime, on n'a pas en-

vie que ça meure. Je suis même déraisonnable et n'hésite pas à mettre des trucs urgents de côté pour répondre aux gens.

Vous venez de sortir un nouveau prototype de harpe. Pouvez-vous en dire un peu plus ?

Faire évoluer la musique, c'est faire évoluer les sons, les instruments eux-mêmes. C'est toujours élargir le champ des possibilités parce qu'il y a l'électronique, etc. Depuis 1974, je dessine ou fais fabriquer des harpes. Ça a commencé par ma jalousie des guitaristes qui avaient des guitares électriques. Pourquoi n'aurait-on pas de harpe électrique ? J'ai commencé à dessiner des harpes à 14 ans. Le son m'intéresse plus que les notes.

Recueilli par Sandra Balian

Complet. Ce soir, à 20 h 30, au Castel, à Châteaubernard, rue Charles-de-Gaulle.

Carrefour aide des éleveurs à passer en bio

DISTRIBUTION

Carrefour et sa fondation vont financer la conversion au bio de 66 producteurs de lait

Cette opération, lancée mercredi lors du forum Open Agrifood à Orléans, se fait en association avec groupe Laiterie de Saint-Denis-de-l'Hôtel (LSDH) pour répondre à la demande croissante des consommateurs. Le WWF France et l'association des producteurs de lait du bassin Centre (APLBC) sont également associés à Carrefour pour aider les agriculteurs à mener à bien cette transition vers le bio.

« C'est un projet inédit, ambitieux et responsable, qui permet de rémunérer les producteurs avec des engagements en volume et en prix », a expliqué le secrétaire général de Carrefour, Laurent Vallée.

Volumes achetés garantis

Les 66 producteurs intéressés toucheront 50 euros de subvention par 1 000 litres de lait pour leur conversion durant deux ans, dont 20 euros apportés par Carrefour et 30 par LSDH. Le lait sera ensuite conditionné par LSDH, et commercialisé par Carrefour, qui garantit aux éleveurs l'écoulement des vo-



Carrefour développe le bio pour répondre à la demande de ses clients. PHOTO PIERRE MELNIÉ

lumes produits par la signature d'un contrat de trois ans.

En complément de cet accompagnement, la collecte sera réalisée par des camions moins polluants alimentés au biométhane pour réduire les émissions de CO₂ et le conditionnement s'effectuera dans des briques éco-conçues dépourvues d'aluminium qui sont en cours de test avec l'Allemand SIG Combibloc. La production envisagée est de 10 millions de litres et devrait être commercialisée à partir de 2020.

Le lait bio représentait 2,6 % de la collecte en France en 2017, selon la dernière enquête annuelle laitière du ministère de l'Agriculture.

L'Europe autonome pour les batteries

ÉNERGIE La France appuie la proposition allemande de développer « une filière européenne » de batteries automobiles

« Comme le propose l'Allemagne, nous sommes prêts à construire une filière de batteries européenne », a déclaré Édouard Philippe, lors d'un discours devant le Conseil national de l'industrie. Le Premier ministre a observé que « demain, ces batteries vont représenter près la moitié de la valeur ajoutée d'un véhicule ».

« Si nous n'investissons pas, si nous ne développons pas notre présence industrielle, notre expertise industrielle dans ce domaine, nous le paierons », a-t-il prévenu. Selon lui, « ce n'est pas simplement les constructeurs nationaux, c'est l'ensemble du territoire européen qui verra sa compétence, ses perspecti-

ves, disparaître », a-t-il ajouté.

L'Allemagne veut « créer dans les prochains mois les conditions pour une production à grande échelle de batteries en Europe », avait déclaré le 13 novembre le ministre de l'Économie Peter Altmaier.

Souveraineté technologique

Lors du Mondial de l'Automobile, début octobre à Paris, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, avait appelé les industriels européens à faire « converger » leurs efforts en matière de batteries automobiles, jugeant nécessaire de défendre la « souveraineté technologique » de l'Union européenne.